

# **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**ComUE Lyon Saint-Étienne**

-

**92 rue Pasteur**

**CS 30122**

**69361 Lyon Cedex 07**

**Tél : 04 37 37 26 70**



## **IMPRESSION ET LIVRAISON D'ÉTIQUETTES ET DE FLYERS**

**Cahier des Clauses Particulières**

## Table des matières

<b>Article 1 : descriptif</b>	4
1.1. Présentation de la ComUE Lyon Saint-Étienne	4
1.2. Contexte	4
1.3. Etablissements concernés par le marché	4
1.4. Définitions	4
<b>Article 2 : objet de la consultation – dispositions générales</b>	5
2.1. Objet de l'accord cadre	5
2.2. Forme de l'accord cadre	5
2.3. Allotissement	5
2.4. Modalités de mise en œuvre de l'accord-cadre	5
2.4.1. Exécution par le biais de bon de commande	5
2.4.2. Délais d'exécution	6
2.4.3. Prolongation des délais	6
2.5. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées	7
2.6. Prestations complémentaires et modification de l'accord-cadre	7
2.7. Description du besoin	7
2.7.1. Étiquettes	7
2.7.2. Flyers	8
2.7.3. Réalisation des travaux d'impression	9
2.7.4. Estimation des volumes d'achat	9
2.7.5. Livraison	10
2.8. Engagement environnemental	10
2.8.1. Papiers et autres matières premières	10
2.8.2. Process de production	10
2.8.3. Emballage	10
2.9. Durée de l'accord-cadre et reconductions	11
2.10. Clause de réexamen	11
<b>Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre</b>	11
<b>Article 4 : Règlement général sur la protection des données (RGPD)</b>	12
<b>Article 5 : Confidentialité</b>	12
<b>Article 6 : Régime des connaissances antérieures</b>	13

<b>Article 7 : Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature relatifs aux résultats .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 8 : Avance .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 9 : Prix de l'accord-cadre.....</b>	<b>13</b>
9.1. Contenu du prix.....	14
9.2. Variation dans les prix .....	14
<b>Article 10 : Opération de vérification .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 11 : Modalités de règlement des comptes .....</b>	<b>16</b>
11.1. Acomptes .....	16
11.2. Demande de paiement.....	17
11.2.1. Contenu de la demande de paiement .....	17
11.2.2. Calcul de la demande de paiement .....	17
11.2.3. Remise de la demande de paiement .....	17
11.3. Acceptation de la demande de paiement .....	18
11.4. Paiement pour le solde .....	18
11.5. Mode de règlement.....	18
11.6. Répartition des paiements .....	18
<b>Article 12 : Pénalités .....</b>	<b>18</b>
<b>Article 13 : Lutte contre le travail dissimulé.....</b>	<b>19</b>
<b>Article 14 : Assurances.....</b>	<b>20</b>
<b>Article 15 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 16 : Protection de l'environnement.....</b>	<b>20</b>
<b>Article 17 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 18 : Exécution aux frais et risques .....</b>	<b>21</b>
<b>Article 19 : Dérogation au C.C.A.G.-F.C.S.....</b>	<b>21</b>

## **Article 1 : Descriptif**

### **1.1. Présentation de la ComUE Lyon Saint-Étienne**

La Communauté d'universités et établissements (ComUE) Lyon Saint-Étienne, également dénommée « Université de Lyon », rassemble 11 membres et 24 associés et porte la coordination territoriale du site académique Lyon-Saint-Étienne.

### **1.2. Contexte**

Les établissements de la ComUE Lyon Saint-Étienne distribuent à tous leurs étudiants et personnels une carte européenne multi-services. Sur cette carte doit être apposée une étiquette ou « stickers » comportant l'année universitaire en cours. Celle-ci permet d'acter que la carte est bien valide.

Chaque établissement a des besoins particuliers qui lui sont propres. Certains souhaitent recevoir l'étiquette sur rouleau et la distribuent sur les chaînes d'inscription en même temps que la carte européenne. D'autres souhaitent la délivrer collée sur un document appelé « flyer » contenant de l'information sur la carte et/ou l'établissement.

### **1.3. Etablissements concernés par le marché**

La ComUE centralise annuellement les besoins de ses établissements membres et associés. Les établissements concernés par cette commande annuelle seront clairement identifiés dans les bons de commande et envoyés au titulaire du marché chaque année.

A titre informatif, il existe actuellement 24 points de livraison possible pour un volume dont l'estimation est détaillée dans le 2.7.4.

### **1.4. Définitions**

Dans le présent document :

- Le « *pouvoir adjudicateur* » désigne la ComUE Lyon Saint-Étienne, en tant que personne morale de droit public, qui conclut le marché avec le titulaire. Il peut être également dénommé « acheteur » ou « acheteur public » ;
- Les « *bénéficiaires* » désignent chaque établissement qui bénéficiera du marché ;
- Le « *candidat* » ou « soumissionnaire » désigne la société présentant une offre ;
- Le « mandataire » désigne l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché ;
- Le « *titulaire* » est l'opérateur économique de droit public ou de droit privé, qui conclut le marché avec la ComUE. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- Le « *Cahier des Clauses Particulières (CCP)* » : désigne les conditions particulières, à caractère administratif et technique, émises par le pouvoir adjudicateur, et accepté par le titulaire, et venant déroger ou compléter les Conditions Générales d'Achats. Elles sont proposées, le cas échéant, par le pouvoir adjudicateur au moment de la consultation ;

- La « *notification* » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou les parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de la notification ;
- Le « *contrat* » ou le « *marché* » est l'accord conclu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Celui-ci est composé des Conditions Générales d'Achat et éventuellement des Conditions Particulières d'Achat ainsi que tout autre document auquel les parties feraient référence ;
- Le « *bon de commande* » est le document, émis par le pouvoir adjudicateur et envoyé au prestataire, portant sur l'achat de fournitures ou de prestations et incluant notamment la désignation de l'élément commandé, le cas échéant les livrables attendus, les délais, le prix, etc.

## **Article 2 : Objet de la consultation – dispositions générales**

### **2.1. Objet de l'accord cadre**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) portent sur l'impression et la livraison d'étiquettes et flyers pour les établissements membres et associés de la ComUE.

### **2.2. Forme de l'accord cadre**

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande sans remise en concurrence préalable, en application des articles R2162-8, R2162-9, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est passé sans montant en valeur ou en quantité et avec un montant maximum de 80 000 euros HT pour toute la durée de l'accord cadre.

### **2.3. Allotissement**

Conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### **2.4. Modalités de mise en œuvre de l'accord-cadre**

#### **2.4.1. Exécution par le biais de bons de commande**

Les prestations objet du présent accord-cadre seront mises en œuvre par l'émission de bons de commandes datés et signés par le représentant de la ComUE.

Un bon de commande sera émis pour l'exécution de chaque prestation d'impression et chiffré sur la base des prix indiqués par le titulaire dans son bordereau des prix par application des quantités indiquées dans le bon de commande.

La ComUE en tant que pouvoir adjudicateur, émet **un bon de commande annuel pour l'ensemble des bénéficiaires du marché**. Si besoin, ce bon de commande annuel peut être complété par un ou plusieurs bons de commande au cours de l'année.

Chaque commande est transmise par l'un des moyens ci-dessous :

- Transmission par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- Transmission par télécopie avec accusé de réception ;
- Transmission par mail avec accusé de réception ;
- Remise directe au titulaire contre récépissé.

Dans le but de permettre la transmission des commandes par voie électronique, le titulaire devra fournir à l'acheteur, dans l'acte d'engagement du marché, une adresse mail valide. En cas de changement de l'adresse mail de contact, une nouvelle adresse électronique valide devra être fournie à l'acheteur.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

#### 2.4.2. Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1.2 du C.C.A.G.- F.C.S, les délais d'exécution sont ceux indiqués dans les bons de commande transmis au titulaire, en conformité avec les délais mentionnés dans le Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U.).

La date de début d'exécution est fixée par le bon de commande. A défaut, l'exécution de ces prestations débute à la date de validation du Bon A Tirer (BAT) par l'acheteur.

La commande annuelle pour l'ensemble des bénéficiaires est passée à la fin du premier trimestre ou au début du deuxième trimestre de chaque année civile. Elle doit être livrée au plus tard mi-juin pour répondre au besoin des établissements de fournir ces étiquettes et flyers lors des inscriptions universitaires, celles-ci démarrant dès début juillet pour certains établissements.

#### 2.4.3. Prolongation des délais

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du C.C.A.G. – F.C.S.

## 2.5. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées

- Conduite des prestations

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit affecter à l'exécution des prestations une équipe de personnes suffisante pour garantir la continuité des prestations. Parmi elles, il devra nommer un référent.

- Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution de l'accord-cadre

Dans les conditions de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.- F.C.S., en cas d'empêchement des personnes affectées à l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et à les remplacer, après accord du pouvoir adjudicateur, par des agents justifiant de compétences d'un niveau équivalent.

## 2.6. Prestations supplémentaires et modification de l'accord-cadre

Un ou plusieurs marchés similaires ayant pour objet des prestations similaires pourront être conclus avec le titulaire du présent marché dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique. Les modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant au marché.

## 2.7. Description du besoin

Les travaux d'impression réalisés par le titulaire comprennent la gestion, la coordination, le suivi technique et le contrôle des différentes phases de la fabrication, dans le respect des délais impartis par le bon de commande qui lui est communiqué par la ComUE.

### 2.7.1. Étiquettes

Plusieurs modèles d'étiquettes avec l'année universitaire sont demandés. Trois types d'étiquettes, les étiquettes pour les étudiants, les étiquettes pour le personnel et les étiquettes « SUAPS » sont des modèles récurrents pour lesquels seule l'année universitaire change chaque année.

L'étiquette doit être « **sécurisée** », c'est-à-dire **difficilement reproductible**. Pour cela, il est attendu que le titulaire imprime l'étiquette sur une **matière holographique** qui sera différente d'une année sur l'autre.

L'étiquette doit être de **très bonne qualité, ne pas se décoller et ne pas s'effacer** avec le temps même sans utilisation d'un protège carte qui n'est pas systématique pour l'ensemble des établissements. Pour cela, il est demandé que l'étiquette soit protégée par un **laminage**. L'étiquette doit avoir une durée de vie de 365 jours.

Les étiquettes peuvent être livrées, soit **en rouleau**, soit **collées sur un document appelé « flyer »** contenant des informations sur la carte et l'établissement qui la délivre.

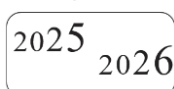
Les étiquettes en rouleau posséderont un **encollage simple**. Une séparation par une perforation entre chaque étiquette est un plus qui serait appréciable.

En revanche, les étiquettes présentes sur les flyers devront posséder un **double encollage** afin que le porteur de la carte puisse décoller facilement l'étiquette du flyer et ensuite la coller sur sa carte.

Chaque modèle d'étiquette va correspondre à une série d'impression. Les trois séries d'étiquettes commandées actuellement sont ci-dessous :

- **Modèle étudiant** avec l'année universitaire, fond blanc, écriture en noir.

Exemple non contractuel :



- **Modèle personnel** avec l'année universitaire, fond Marianne.

Exemple non contractuel :



- **Modèle « SUAPS »** pour un établissement

Exemple non contractuel :



#### Récapitulatif des caractéristiques techniques des étiquettes :

- **Reprographie en noir et blanc ou quadrichromie ;**
- **Support d'impression : matière holographique ;**
- **Dimensions : 18mm x 8mm ou 20mm x 10 mm ;**
- **Laminage d'un film brillant**
- **Conditionnement :**
  - **Soit livraison en rouleau : étiquette avec un encollage simple**
  - **Soit livraison sur le flyer : étiquettes avec un double encollage**
- **Livraison sur Lyon et Saint-Étienne, dans chaque établissement passant commande.**

#### 2.7.2. Flyers

Les flyers sont des document papiers sur lesquels sont notés des informations sur la carte européenne multiservices. Les flyers sont personnalisés pour chaque établissement.

Ce sont des documents nécessitant une reprographie en noir et blanc ou quadrichromie. Le format est A5 sur du papier 120g. L'impression se fait sur un papier blanc. Comme indiqué au-



dessous, chaque flyer possédera une étiquette avec double encollage. L'impression est demandée uniquement sur le recto du document.

Un type de flyers sera combiné à un type d'étiquette. Cela sera indiqué dans chaque commande pour chaque établissement concerné. Actuellement les établissements souhaitent 4 modèles de flyers avec étiquettes doublement encollées :

- 1<sup>er</sup> type de flyers avec étiquettes « étudiant »
- 2<sup>ème</sup> type de flyers avec étiquettes « étudiant »
- 3<sup>ème</sup> type de flyers avec étiquettes « personnel »
- 4<sup>ème</sup> type de flyers avec étiquettes « personnel »

Récapitulatif des caractéristiques techniques des flyers :

- **Reprographie en noir et blanc ou quadrichromie ;**
- **Format : A5 ;**
- **Papier 120g ;**
- **Impression uniquement recto ;**
- **Présence d'une étiquette spécifique, avec double encollage, sur chaque flyer ;**
- **Livraison sur Lyon et Saint-Étienne, dans chaque établissement passant commande.**

2.7.3. Réalisation des travaux d'impression

Chaque prestation d'impression sera lancée conformément aux dispositions du bon de commande fourni par la ComUE, qui contiendra l'ensemble des informations spécifiques relatives à cette commande (délai de production, formats, quantités, couleurs, type de papier, lieu de livraison ...).

Le titulaire procédera à l'impression de la commande une fois les épreuves de cette dernière validée par la ComUE, sur la base d'un BAT numérique (par défaut) ou papier (sur demande expresse du pouvoir adjudicateur).

2.7.4. Estimation des volumes d'achat

Le volume estimatif commandé chaque année est détaillé dans le tableau ci-dessous.

En termes de volume, cette projection est donnée à titre indicatif et prévisionnelle sans que cela n'engage le pouvoir adjudicateur sur l'achat minimal de cette quantité.

Demande		Quantité estimée pour une année
Étiquettes modèle « personnel »		15 500
Étiquettes modèle « étudiants »		144 000
Étiquettes modèle « SUAPS »		6 000
Flyers	1 <sup>er</sup> type de flyers avec étiquettes étudiant	31 000

	2 <sup>ème</sup> type de flyers avec étiquettes étudiant	21 000
	3 <sup>ème</sup> type de flyers avec étiquettes professionnelles	750
	4 <sup>ème</sup> type de flyers avec étiquettes professionnelles	1850

#### 2.7.5. Livraison

Chaque établissement représente un point de livraison. Les commandes des établissements doivent être livrées dans chaque point de livraison. Pour chaque commande, la ComUE fournira les adresses de livraison à jour ainsi que les contacts réceptionnant la commande dans l'établissement.

Le titulaire disposera des moyens humains et matériels nécessaires afin d'assurer le caractère effectif de la commande et l'intégrité des fournitures livrées.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée au pouvoir adjudicateur.

#### 2.8. Engagement environnemental

Sur la base des éléments ci-dessous, le titulaire est engagé sur les mesures prises pour veiller à leur respect telles qu'indiquées dans son offre technique. En cas de méconnaissance de ces dernières, la ComUE appliquera les pénalités indiquées à l'article 12 du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), et ce pour chaque manquement constaté.

##### 2.8.1. Papiers et autres matières premières

Le titulaire devra pouvoir justifier la provenance des papiers proposés. Une provenance européenne est fortement souhaitée. Les papiers seront de préférence issus de forêts gérées durablement comme l'attestent les initiatives FSC (Forest Stewardship Council) ou PEFC (Program for Endorsement of Forest Certification Schemas).

Le titulaire devra fournir toutes certifications ou label officiel. Toutefois, même si le titulaire ne dispose pas des certifications ou labels officiels, il pourra s'engager, dans son offre technique, à respecter les conditions ouvrant droit à l'obtention de ces certifications ou labels.

##### 2.8.2. Process de production

Le titulaire devra détenir une certification ISO 14001, une marque Imprim'vert®, la norme NF Environnement ou l'écolabel européen. Toutefois, même si le titulaire ne dispose pas des certifications ou labels officiels précités, il pourra s'engager, dans son offre technique, à respecter les conditions ouvrant droit à l'obtention de ces certifications ou labels.

##### 2.8.3. Emballage

Le titulaire s'engage à éviter le suremballage et à préférer des matières recyclées. Le titulaire utilisera de préférence des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veillera également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

#### 2.9. Durée de l'accord-cadre et reconductions

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa notification.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement 3 fois pour une période de 12 mois.

Le pouvoir adjudicateur, s'il ne souhaite pas reconduire le contrat, doit se prononcer par écrit 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas le refuser. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du contrat court jusqu'au terme de la période en cours.

#### 2.10. Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie de l'accord-cadre ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

### **Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

- Le Règlement de la Consultation (R.C.) ;
- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes, notamment le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire,

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Cet article déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Il est entendu que seront contractuelles les pièces complémentaires publiées en cours de consultation, ainsi que les modifications apportées aux documents en cours de consultation.

#### **Article 4 : Règlement général sur la protection des données (RGPD)**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- **Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;**
- **Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...);**
- **Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;**
- **Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement ;**
- **Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;**
- **Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc. ;**
- **Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.**

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, conformément à l'article 5 du C.C.A.G.- F.C.S.

#### **Article 5 : Confidentialité**

Conformément à l'article 5.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tous ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts pas cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

## **Article 6 : Régime des connaissances antérieures**

Les règles applicables au présent accord-cadre en matière d'utilisation des connaissances antérieures sont celles définies au chapitre 6 – Utilisation des résultats du CCAG-F.C.S.

## **Article 7 : Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature relatifs aux résultats**

Les règles applicables au présent accord-cadre en matière d'utilisation des résultats sont celles définies au Chapitre 6 – Utilisation des résultats du CCAG-F.C.S.

## **Article 8 : Avance**

Sauf refus du titulaire, une avance est versée selon les modalités définies ci-après, conformément à l'option B présentée dans l'article 11 du CCAG-F.C.S.

L'avance est accordée sur la base du montant de chaque bon de commande, lorsque celui-ci est supérieur à 50 000 euros H.T, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, dans les conditions de l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance sera de 30 % du montant TTC des prestations confiées au titre du bon de commande.

Le remboursement de cette avance interviendra lorsque le montant des prestations réalisées atteint 65% du montant du bon de commande.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

## **Article 9 : Prix de l'accord-cadre**

### 9.1. Contenu du prix

Les prestations sont réglées sur la base des prix indiqués par le titulaire dans son bordereau des prix, et par application de ces derniers aux quantités indiquées dans les bons de commande.

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-F.C.S., ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues au présent Cahiers des Clauses Particulières (frais d'emballage inclus).

**En cas de problème constaté à la lecture du 1er BAT, la remise d'un 2e, voire d'un 3e BAT s'effectue gratuitement.**

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

En cas de co-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

### 9.2. Variation dans les prix

Les prix indiqués au bordereau de prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$PR = P_0 [0,10 + 0,90 (a) \\ a_0]$$

où

PR = Prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix d'origine basé sur le mois M<sub>0</sub>

0,10 = terme fixe

a = Valeurs des index de référence de l'objet de l'accord-cadre connu au mois de révision

a<sub>0</sub> = Valeurs de ces mêmes index au mois d'origine des prix

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

**Index ou Indice retenu :** Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - - Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764043

L'INSEE est amené à modifier régulièrement l'intitulé de ces indices de prix en fonction de la conjoncture économique. C'est pourquoi si l'intitulé de l'indice précité est modifié par l'INSEE, la personne publique est autorisée à appliquer directement l'indice avec le nouvel intitulé.

**Cet indice sera remplacé de plein droit par celui qui, sur décision expresse de l'INSEE, serait substitué à lui au cours de l'exécution du marché (accompagné de l'éventuel coefficient de raccordement). Le remplacement sera contractualisé dans le cadre d'un avenant.**

**Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait proposé à la suite de l'abandon de celui régissant le présent marché, ou en cas d'indices divers suggérés par l'INSEE, le(s) indice(s) de substitution pertinent(s) serai(en)t introduit(s) dans le marché par voie d'avenant.**

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du mandatement (ou du paiement), la personne publique procède au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. La personne publique procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

**Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».**

**Clause de sauvegarde :**

Lorsque la hausse des prix (révision) a pour effet de majorer de plus de trois pour cent par an (3%), les prix unitaires précédemment appliqués, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier en partie ou en totalité le présent accord-cadre, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

**Clause de prix promotionnels**

Le titulaire de l'accord-cadre est encouragé à proposer à la ComUE Lyon Saint-Étienne des offres promotionnelles (prix ou rabais) dans les mêmes conditions à celles accordées à d'autres clients grands comptes, tout en assurant la même qualité de produits.

Ces offres doivent être faites uniquement si elles sont plus avantageuses que les prix établis dans les dispositions contractuelles.

Le tarif le plus favorable sera retenu.

Les promotions seront appliquées conformément aux articles L.441-1 à L.441-7 du Code de commerce et aux lois et règlements en vigueur.

## **Article 10 : Opération de vérification**

L'acheteur procédera aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives conformément aux dispositions de l'article 27 du C.C.A.G. – F.C.S.

Les prestations objet de chaque bon de commande feront l'objet d'opérations de vérification distinctes.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 27.2 du C.C.A.G. – F.C.S., quels que soient les résultats des opérations de vérification, les frais qu'elles entraînent sont à la charge unique du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G. – F.C.S., le titulaire ne sera pas présent lors de ces opérations de vérifications, l'acheteur n'étant pas tenu de lui communiquer les jours et heures fixées pour les vérifications.

A l'issue de ces opérations de vérification menées dans les conditions fixées à l'article 28 du CCAG-F.C.S., l'acheteur prendra une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations, conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation aux articles 30.2.1, 30.2.2 et 30.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-conformité des prestations au présent CCP à l'issue des opérations de vérification, l'acheteur peut inviter le titulaire à mettre au point les prestations dans le délai qui lui sera prescrit. Passé ce délai, l'acheteur se réserve le droit de faire reprendre la prestation, aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG FCS, en cas de rejet des prestations, le titulaire s'engage à reprendre la prestation dans le délai qui lui sera prescrit. Passé ce délai, l'acheteur se réserve le droit de faire reprendre la prestation, aux frais et risques du titulaire.

## **Article 11 : Modalités de règlement des comptes**

### **11.1. Acomptes**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de l'accord-cadre ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est trimestrielle.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.



Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

## 11.2. Demande de paiement

### 11.2.1. Contenu de la demande de paiement

Conformément aux prescriptions de l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S., **la demande de paiement est établie comme suit :**

La demande de paiement est datée. Elle mentionne :

- Les références de l'accord-cadre
- Le nom et adresse du créancier
- Le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement ;
- Le n° du marché subséquent ;
- Le montant des prestations reçues, ou en cas d'acomptes, montant des prestations effectuées, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant TTC ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

Les demandes de paiement afférentes au règlement des prestations seront établies en un original.

### 11.2.2. Calcul de la demande de paiement

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire.

### 11.2.3. Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, et tel que défini à l'article 11 du présent CCP. Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre depuis le début de celui-ci.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que les sous-traitants transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs.

### 11.3. Acceptation de la demande de paiement

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

### 11.4. Paiement pour le solde

Dès l'admission de la prestation, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur sa demande de paiement.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues (solde, règlement partiel définitif et/ou décompte de résiliation), le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

### 11.5. Mode de règlement

Après réalisation de la prestation, le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte ou de la facture par le pouvoir adjudicateur, sauf désaccord du service gestionnaire de l'accord-cadre. En cas de retard, des frais de recouvrement en plus des intérêts moratoires seront octroyés au titulaire. Le montant de ces frais est fixé par décret.

### 11.6. Répartition des paiements

En cas de co-traitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Il sera procédé à un règlement séparé de chacun des co-traitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des co-traitants.

## **Article 12 : Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S, le montant total des pénalités, toutes pénalités confondues, n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1 et 14.2 du C.C.A.G.-F.C.S, en cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire subira sans mise en demeure une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et par retard.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre de l'accord-cadre autre que le non-respect d'un délai d'exécution, la ComUE peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement constaté de 100€.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du règlement général sur la protection des données (RGPD), la ComUE peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 100€.

### **Article 13 : Lutte contre le travail dissimulé**

[L'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011](#) de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie [l'article L. 8222-6 du code du travail](#) relatif à la lutte contre le travail dissimulé. En application de ces nouvelles dispositions, il sera appliqué le dispositif suivant :

#### **Avant la signature du contrat :**

L'acheteur public sollicite de l'attributaire du contrat, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir mentionnée à cette rubrique.

#### **En cours d'exécution du contrat :**

- 1 L'acheteur public demande au titulaire de l'accord-cadre, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
- 2 Dans le cas où un agent de contrôle lui signale que le titulaire (ou ses sous-traitants) ne respecte pas leurs obligations, l'acheteur public le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, le pouvoir adjudicateur peut :

- a) Appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 €, dans les limites suivantes :
- Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
  - Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles [L. 8224-1](#) , [L. 8224-2](#) et [L. 8224-5](#) du code du travail.
- b) **Résilier l'accord-cadre sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.**

## **Article 14 : Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-F.C.S., avant attribution de l'accord-cadre, l'attributaire doit justifier auprès du représentant du pouvoir adjudicateur, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 15 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Les prescriptions de l'article 6 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent au présent accord-cadre.

## **Article 16 : Protection de l'environnement**

Les prescriptions de l'article 7 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent au présent accord-cadre.

## **Article 17 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger**

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent. En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Tous les documents, notices et correspondances relatifs à l'accord-cadre sont rédigés en français. Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable, à défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent.

## **Article 18 : Exécution aux frais et risques**

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **Article 19 : Dérogation au C.C.A.G.-F.C.S.**

Les dérogations aux C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP, sont apportées aux articles suivants :

<b>Articles du présent CCP qui dérogent</b>	<b>Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé</b>
Article 2.4.2. - Délais d'exécution	Article 13.1.2
Article 3 - Pièces constitutives de l'accord-cadre	Article 4.1
Article 10 - Opération de vérification	Articles 27.2, 27.3, 30.2.1, 30.2.2, 30.2.3 et 30.4.3
Article 12 - Pénalités	Articles 14.1, 14.1.2, 14.1.3, et 14.2.
Article 14 - Assurances	Article 9